

2024- 90  
**ARRETE MUNICIPAL**  
**Occupation du domaine public**

NOUS, Maire de la commune d'Auzouville Auberbosc,  
VU :

- le titre 1 du livre 2 du Code Général des Collectivité Territoriales, relatifs aux pouvoirs de police du Maire, notamment ses articles L.2213.1 à L.2213.4,
- le Code de la Route,
- l'article R 610-5 du Code Pénal,
- les arrêtés des 8 avril et 31 juillet 1992 modifiant l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes,
- les arrêtés des 8 avril et 31 juillet 1992 modifiant l'arrêté du 6 novembre 1992 relatifs à la signalisation routière temporaire,

Vu la demande effectuée par l'entreprise **TRP Normandie sise Côte des Châtaigniers – 76700 GAINNEVILLE**, pour effectuer des **travaux d'extension de réseau BT alimentation production photovoltaïque** sis 2300 route de Bolbec à Auzouville Auberbosc - 76640 TERRES-DE-CAUX,  
**ARRETONS**

**ARTICLE 1er** : A compter du **10 juin 2024 et jusqu'à la fin du chantier**, l'entreprise **TRP Normandie**, est autorisée à effectuer des **travaux d'extension de réseau BT alimentation production photovoltaïque**, sis 2300 route de Bolbec à Auzouville Auberbosc - 76640 TERRES-DE-CAUX,

**ARTICLE 2** : Durant ce chantier, **il sera interdit aux véhicules légers et aux poids lourds de dépasser et de stationner au droit des travaux**. Les panneaux de signalisation et de déviation seront mis en place par l'entreprise **TRP Normandie**. Les véhicules en infraction seront susceptibles d'être enlevés pour une mise en fourrière, aux frais du propriétaire.

**ARTICLE 3** : Le bénéficiaire s'engage à respecter, en toutes circonstances, les lois et règlements se rapportant tant à l'occupation des lieux qu'aux activités autorisées. Le bénéficiaire s'engage à garantir la Commune de Terres-de-Caux contre tous recours, quels qu'ils soient, à la suite d'accidents ou dommages causés par les personnes ci-dessus visées au premier alinéa.

**ARTICLE 4** : Les infractions aux dispositions du présent arrêté, qui sera affiché et publié dans les conditions réglementaires habituelles, seront constatées par des procès-verbaux et poursuivies conformément aux dispositions de lois et règlements en vigueur. Tous les véhicules en infraction à la législation en vigueur pourront faire l'objet d'une mise en fourrière.

**ARTICLE 5** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du maire de Terres-de-Caux. Un recours peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou du rejet du recours administratif par le maire, s'il a été formé dans le délai du recours contentieux.

**ARTICLE 6** : Monsieur Le Maire, Le Commandant de la brigade de gendarmerie de Terres-de-Caux, le Chef de la police municipale intercommunale, sont chargés, chacun en ce qui concerne, de l'exécution du présent arrêté.

En Mairie, le 27 mai 2024

**Pascal HUBY**

**Maire délégué d'Auzouville Auberbosc**

